

"La rébellion des peuples"  
L'exemple de Tepeuxila, Oaxaca:  
La transformation de l'espace social et politique

09-NOVEMBRE-2007 - NUM.550  
CEREC, CUICATLÁN, OAXACA

**Résumé**

*Cette histoire de la région cuicatèque pourrait être celle de centaines de municipes mexicains où les peuples indigènes mènent une lutte tenace pour l'autodétermination, l'autonomie et le droit de décider de l'utilisation des ressources naturelles qui leur appartiennent. Dans ce cadre, est singulièrement important le concept d'"autodémocratie" que la nation cuicatèque a imaginée pour défendre son territoire et refuser de la concession octroyée à une entreprise minière pour exploiter les richesses locales, sans aucune consultation préalable de ce peuple autochtone.*

Après plusieurs centaines d'années, ou plutôt depuis que la communauté de Tepeuxila est devenue chef-lieu, ceux qui ont rempli la fonction de président de municipe se sont toujours servis du pouvoir pour contraindre les communautés qui constituent le municipe: San Andres Pápalo, San Pedro Cuyaltepec, San Juan Teponaxtla, San Sebastián Tlacolula et celles qui étaient en désaccord avec le plan d'action du chef-lieu, San Juan Tepeuxila. Le temps s'est écoulé, et ces trente dernières années, l'attitude des présidents de municipes a évolué dans le mauvais sens. C'est ainsi que deux crimes barbares ont été perpétrés dans le chef-lieu (l'assassinat de Virginia Bolaños en 1996 et celui de Abundio Vasquez, en 2005), des cas symptomatiques de la décomposition sociale au sein de la communauté et du municipe en général, car des événements semblables à ceux mentionnés ici combinés à d'autres problèmes graves, viols, alcoolisme, violence domestique et autres, se sont produits dans toutes les communautés du municipe.

Par ailleurs, les ressources économiques de l'administration municipale et

des agences municipales (connues sous le nom de Ramo 28 dans l'administration publique) ont toujours été minimisées, ou, dans le pire des cas, ne sont pas arrivées à destination. En revanche, tous les trois ans, il n'y avait pas moins de trois nouveaux riches dans le chef lieu, bien qu'ils n'aient géré aucun commerce ni semé de maïs, légume qui est la base de l'alimentation des habitants du municpe et des peuples indigènes en général. Un cas exemplaire est celui qui s'est produit ce jeudi de novembre 2007, lorsque les fonctionnaires municipaux des communautés mentionnées ci-dessus ont réclamé, preuves à l'appui (le journal officiel de la fédération) le Ramo 28 qui leur correspondait selon la loi. Le doute persiste cependant: depuis quand leur était destiné le montant que leur a finalement accordé la présidence municipale?

Il s'est produit un cas similaire avec le projet de construction d'un pont sur le chemin qui mène à la communauté de San Andrés Pápalo. L'œuvre était pratiquement terminée, seul manquait le remplissage des culées du pont avec de la terre. Le coût de ce chantier avait évalué à approximativement 20000 pesos (l'équivalent de 1200 euros) et sa durée fixée à 30 jours environ. Le travail fut achevé en une semaine et les ouvriers qui y participait, acceptèrent de recevoir 1000 pesos (60 euros) par jour, soit un coût final de 7 000 pesos (environ 420 euros). Lorsque la facture arriva dans le bureau de la trésorerie municipale pour que le travail effectué soit réglé, la note dépassait les 305000 pesos (18400 euros), et incluait 15000 pesos (900 euros) pour le cocktail d'inauguration de l'ouvrage et d'autres justificatifs irrecevables. Le cas est actuellement débattu devant le Consejo de Comuneros Caracterizados, le conseil des représentants des citoyens du chef-lieu pour être étudié afin qu'une décision soit prise. De telles pratiques ont été découvertes depuis que la gestion des fonds municipaux a été confiée aux trésoreries des municipes de la collectivité d'Oaxaca.

La présidence de M. Cirenio Gaytan Cruz, de 1984 à 1986, en est une preuve. Au terme de son triennat, on a constaté un déficit du budget de plus de 14 millions d'anciens pesos (environ 850 euros), qui, après le

dépôt d'une plainte devant les tribunaux, ont dû finalement être remboursés par l'ex-président à la trésorerie municipale.

Pendant ce temps, la fracture sociale à l'intérieur de la communauté atteignit son niveau maximum, lorsque M. Cirenio Gaytan, tenta d'imposer M. Efren Gaytan comme président du municpe au terme de son mandat. Le village ne voulait pas de cet homme à ce poste car lors de la construction d'une partie de la route carrossable qui relie San Juan de Tepeuxila à Cuicatlán, chef-lieu de la circonscription, dans la zone connue sous le nom de "Presa Matamba", ce dernier vendit les moulins manuels à nixtamal. Le gouvernement de l'époque les avait fait construire pour les personnes qui exerçaient cette activité dans le cadre du "tequio", une forme d'organisation ancestrale des peuples indigènes pour la réalisation d'activités communautaires non rémunérées. Cela se termina par la plus grande division communautaire de ces trente dernières années dans le municpe de Tepeuxila.

Un fait de plus grande ampleur se produisit entre 1990 et 1992, alors que le professeur Gonzalo Velasquez Villegas se trouvait à la présidence du municpe. Associé au fonctionnaire de San Juan Teponaxtla de l'époque, il géra le budget destiné au projet d'eau potable de cette communauté. Au terme de son triennat, le chantier n'avait pas débuté en raison d'un déficit de 164 millions d'anciens pesos (l'équivalent de 10000 euros) dans les finances publiques, un détournement qui fut confirmé par des enquêtes menées par le "Secretaría de la Contraloría General de la Federación" (SECOGEF), "le Secretaría de la Contraloría del Gobierno" d'Oaxaca et l'"Instituto Nacional Indigenista" (INI). Finalement, l'ex-président fut écroué pendant plus de deux ans dans la prison du chef-lieu de la circonscription de Cuicatlán à Oaxaca, de juin 1994 à 1996.

Parmi les irrégularités découvertes, se distinguent celles relatées dans les paragraphes ci-dessus. Cependant, il convient de rappeler que Noel Ojeda, président du municpe pendant la période 1996-1998, dut fuir la communauté, ne pouvant prouver devant le Trésor Public les dépenses

réalisées au sein de son administration.

Pour faire face aux événements cités précédemment qui ont eu lieu dans le municpe de Tepeuxila et face à la crise que traversent les communautés indigènes présentes dans le pays, qui n'ont ni projets ni opportunités d'emploi dans la campagne mexicaine qui leur permettraient de survivre, Iñ Cu-Cå, A. C., association de Tepeuxileños émigrés, a lancé fin 2005, un plan de réintégration de sa communauté migrante vers son pays d'origine. En tant qu'association, elle est née fin 1996 mais en tant que groupe de coordination des migrants de Tepeuxila, elle est déjà active depuis le milieu des années 1960.

C'est ainsi qu'à travers un accord inséré dans ses statuts," le Statut communal", né de la modification de l'Article 27 de la Constitution à la fin de l'année 1992, réglementé conformément à la loi agraire en vigueur et approuvé en assemblée générale le 3 avril 2007, nous, la "communauté morale des habitants de Tepeuxila", avons pu nous intégrer à la population d'origine et prendre part aux activités, aux responsabilités, aux charges communautaires et municipales. Il nous est désormais possible de partager tout cela avec notre peuple depuis la présidence du municpe. Ainsi, durant les derniers mois de 2007, nous nous sommes attelés à la tâche afin d'inciter les cadres importants de l'organisation à participer à la désignation de la nouvelle mairie constitutionnelle de 2008-2010, action grâce à laquelle nous avons obtenu le poste de président du municpe, d'adjoint à l'éducation, à la police, ainsi que l'incorporation de deux camarades du bureau municipal de Tepenoxtla à d'importants conseils, parmi lesquels celui des finances.

Grâce à ces nouvelles fonctions, nous pourrons reprendre les choses en main et proposer un nouveau mode de gestion et de nouveaux services en association avec les populations. Pendant ces trois années, nous chercherons une voie qui nous permettra d'imaginer un système éducatif en accord avec les besoins de nos communautés indigènes, de prendre soin de notre territoire à travers la création d'une police municipale qui

veillera aux intérêts de la communauté, et qui rendra possible surtout la gestion concertée de nos droits depuis la présidence municipale. C'est pour cette raison que nous vous communiquons que nous avons progressé par rapport aux objectifs que nous nous étions fixés concernant la défense de notre dignité, de notre communauté et de notre territoire. Nous avons renforcé notre participation à l'organisation communautaire et notre engagement dans la réinsertion en partenariat avec les indigènes, qui, pour diverses raisons vivent ailleurs dans le monde, mais qui ont souhaité participer et rendre de nouveau service à la communauté en prenant la tête des différentes représentations qui font du municipe une sorte de lieu social de rencontre communautaire.

Par conséquent, nous vous informons que nous travaillons à notre propre "autodémocratie" et à notre propre organisation afin de rechercher des alternatives sociales, qui nous permettront de faire face à tous les préjudices que nous devons subir dus aux politiques sociales criminelles qu'est en train de mettre en place le gouvernement fédéral dans le sud-est du pays. Au sein de cet espace, nous déclarons que nous ne tolérerons pas l'application des politiques adoptées par le pouvoir qui auront pour but de s'approprier nos ressources naturelles sans le consentement des populations.

A ce propos, une personne, dont nous ne connaissons pas encore l'identité, a remis 3500 hectares de nos terres à l'entreprise Minera Zapata, S.A de C.V. pour une durée de 50 ans. Ceci permettra à quelques individus de devenir immensément riches tandis que la majorité de nos frères du municipe de Tepeuxila s'appauvriront encore plus. En effet, ils ne pourront même pas vivre sur leurs terres à cause de l'impact écologique que l'extraction des minéraux aura sur l'écosystème de la région. C'est pourquoi, nous exhortons nos communautés à s'organiser et appelons les organisations sociales et les peuples à être solidaires et à s'unir afin de nous défendre. On peut dire que, comme dans le cas de la lutte pour la présidence municipale, nous faisons un pas en avant dans la défense de notre terre et de nos ressources naturelles. "La mina no pasará", **la mine**

ne passera pas.